



Les puissances européennes cherchent à tirer avantage des reculs de Bush au Moyen-Orient

Par [Jean Shaoul](#)

Mondialisation.ca, 29 novembre 2006

[WSWS](#) 29 novembre 2006

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Quelques jours après la défaite de Bush dans les élections de mi-mandat à cause de la large opposition à la guerre en Irak, plusieurs puissances américaines ont tenté de jouer de leurs muscles politiques.

Leur but est de saisir l'occasion que leur offre l'affaiblissement de la position mondiale des Etats-Unis pour affirmer leurs propres intérêts au Moyen-Orient et pour avancer une alternative à la position pro-israélienne de l'administration Bush qu'elles considèrent comme déstabilisatrice de toute la région.

A cette fin, l'Espagne, l'Italie et la France ont lancé une nouvelle initiative de paix entre Israël et la Palestine en cinq points avec le but déclaré de calmer les tensions dans tout le Moyen-Orient. Elle marque une brisure importante avec le front commun du « quartet » composé des Etats-Unis, de l'Union européenne, de la Russie et de l'ONU. Le « quartet » était basé sur la « feuille de route » de l'administration Bush, promettant un accord négocié établissant un Etat palestinien.

Toutefois, avec Washington appuyant chacune des provocations militaires d'Israël contre les Palestiniens et endossant chacune des demandes que Jérusalem a faites dans le but de rejeter les négociations, les trois pays ont conclu que la feuille de route était morte dans les faits. Les Etats-Unis appuient maintenant tacitement le plan du gouvernement israélien pour fixer unilatéralement les frontières de l'Etat palestinien et au même temps annexer une grande partie de la Cisjordanie et de Jérusalem Est.

Les préoccupations que cela a soulevées ont été amplifiées par l'offensive politiquement désastreuse d'Israël contre le Liban — un pays avec des liens étroits avec l'Europe, particulièrement la France. Cette guerre a ruiné le Liban économiquement et renforcé le Hezbollah. Elle s'est terminée avec l'envoi d'une force militaire onusienne à laquelle les trois pays contribuent, dans un contexte où le Liban continue à être l'objet de conflits géopolitiques très acerbés entre les Etats-Unis, l'Iran et la Syrie.

Le premier ministre espagnol Jose Luis Rodriguez Zapatero a annoncé le nouveau plan à une rencontre au sommet avec le président français Jacques Chirac à Girona.

« La paix entre Israël et les Palestiniens signifie dans une large mesure la paix sur la scène internationale », a-t-il dit. La paix au Moyen-Orient, a-t-il continué, « est un des facteurs pouvant le plus contribué à mettre le fanatisme et le terrorisme dans les câbles ».

« La violence a atteint un niveau de détérioration qui exige une action déterminée et urgente de la part de la communauté internationale » a-t-il continué en faisant référence aux 89 personnes tuées par les attaques sur Gaza par Israël avec le soutien des Etats-Unis depuis le début de novembre.

Le plan est important en ce qu'il demande un cessez-le-feu immédiat et qu'il brise avec la demande des Etats-Unis, sur laquelle insiste lourdement le gouvernement Olmert, que la reconnaissance de l'Etat d'Israël est une condition à des négociations pour un Etat palestinien.

Miguel Angel Moratinos, le ministre espagnol des Affaires étrangères, a dit que son pays avait un intérêt dans les événements au Moyen-Orient. « Nous avons une police et des gardes civils [au Liban], aux citoyens espagnols ont été enlevés à Gaza parce qu'il y a un grand désastre, a-t-il dit. Cela affecte mon économie et ma sécurité lorsque l'on considère toute la situation. J'ai des intérêts affectant mon pays, et donc, que devons-nous faire, simplement attendre et voir ? »

S'adressant à des hommes d'affaires et à des professeurs, Chirac a déclaré : « Lorsque je suis arrivé, Zapatero m'a dit, "Nous avons la même vision des problèmes et des préoccupations en ce qui concerne le Moyen-Orient, et notamment la Palestine. Nous devrions prendre une initiative commune." »

Le premier ministre italien Romano Prodi a dit aux journalistes : « Je crois que les pays européens présents dans la région ont l'obligation de trouver un moyen pour se sortir de cette situation et préparer... un processus de paix. »

Washington n'a pas réagi immédiatement, mais Israël a tout de suite rejeté la nouvelle initiative de paix. La ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni a affirmé à Moratinos qu'il était inacceptable qu'une initiative concernant Israël soit mise de l'avant sans qu'il y ait coordination avec Jérusalem.

Le premier ministre du Hamas, Ismaïl Haniyeh, considérant que le plan offre la possibilité de ressources financières pour son gouvernement qui fonctionne difficilement, a déclaré que l'initiative comportait « de bons points » qui devaient être étudiés. Il a ajouté que le rejet de l'initiative par Israël était « la preuve qu'Israël ne souhaite aucune forme de stabilité ou de calme dans la région ».

Le Fatah n'a pas donné son appui, en partie parce que le président Mahmoud Abbas dépend de l'appui des Etats-Unis. Saeb Erekat, le négociateur en chef du Fatah, a déclaré : « Nous n'avons pas à réinventer la roue ; nous n'avons pas besoin d'une nouvelle initiative. Ce dont nous avons besoin est un mécanisme de mise en oeuvre et des échéanciers. »

Les trois Etats ont ostensiblement omis d'informer, et ont consulté encore moins, le premier ministre Tony Blair, le principal allié de Bush en Europe. Et ce, malgré le fait que Blair demande depuis longtemps à Washington d'utiliser son influence sur Israël pour le forcer à accepter un Etat palestinien à l'intérieur de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. L'Allemagne, qui est un proche allié d'Israël, n'a pas appuyé l'initiative et semble aussi ne pas avoir été consultée.

Zapatero a clairement exprimé que l'alliance tripartite cherchait à marquer son indépendance vis-à-vis des Etats-Unis et à déjouer la Grande-Bretagne. Il a affirmé que

malgré le fait que le plan était encore à développer, ce dernier serait présenté au sommet de l'Union européenne en décembre, où il espère qu'il sera appuyé par la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

Le plan a été présenté au moment où les Etats-Unis opposaient leur veto à une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, à laquelle la Grande-Bretagne s'est abstenue de voter, qui condamnait les violentes attaques israéliennes sur Gaza qui ont tué 18 Palestiniens, pour la plupart des civils. Cela faisait suite à l'opposition de la Russie aux demandes américano-israéliennes visant à isoler le Hamas. En mars, la Russie avait invité les chefs du Hamas à Moscou.

Le 7 novembre, lors d'une réunion privée des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et de l'Allemagne, de profonds différends sont apparus à propos des sanctions contre l'Iran et son programme d'enrichissement nucléaire.

Washington, avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne, s'est opposé au projet de résolution mis de l'avant par la France en le qualifiant de trop faible. La réunion privée est devenue si acrimonieuse que les participants ont abandonné leur langage diplomatique habituellement retenu et se sont attaqués les uns aux autres ouvertement. L'ambassadeur russe à l'ONU, Vitlay Churkin, a déclaré : « Nous pensons que notre trousse [diplomatique] est pleine d'outils. Mais, pour une raison quelconque, il n'y a pour certaines personnes que des demandes et des sanctions — le marteau et la faucille. »

Un représentant officiel de la France a dit au journal Le Monde. « Notre position [sur Iran] est très proche de celle de la Russie. »

Même avant les élections, toutes les puissances européennes cherchaient à réaffirmer leur puissance au Moyen-Orient. En août dernier, la France acceptait de prolonger sa mission au Liban. L'Espagne, l'Italie et la Finlande ont aussi contribué en y expédiant des troupes, alors que l'Allemagne a envoyé une petite unité navale pour patrouiller les côtes libanaises.

Il y a des différences claires au sein de l'Europe sur le risque de contrarier les Etats-Unis. Mais la bourgeoisie européenne est au moins unie dans son désir de jouer un rôle plus important dans cette région qu'en 1990.

L'Espagne a été l'hôte des pourparlers de Madrid en 1991, la première initiative à trouver une solution au conflit israélo-palestinien en plus d'une décennie. Ce sont les Norvégiens qui ont accueilli la seconde ronde de discussion informelles entre Israël et la Palestine en 1992, qui a résulté dans les accords d'Oslo en 1993. Et alors que l'administration Clinton a enlevé aux Norvégiens le contrôle du « processus de paix », les puissances européennes ont néanmoins rapidement saisi les nouvelles occasions commerciales qui se sont ouvertes au Moyen-Orient.

A Barcelone en 1995, ils ont négocié un nouvel accord pour un partenariat européen et méditerranéen avec 12 pays situés le long des côtes sud et est de la mer Méditerranée, incluant Israël et ses voisins arabes. Les associés de Barcelone se sont rapidement regroupés dans un réseau de comités multinationaux consacrés aux programmes communs dans l'agriculture, l'industrie, des communications et le transport.

Pour l'Europe, Oslo représentait une occasion de défier les Etats-Unis dans leur rôle de gardien des intérêts occidentaux au Moyen-Orient. Bien que l'entente n'était pas

spécifiquement vouée à la résolution des relations entre Arabes et Israël, elle fournit aux Européens la base pour s'affirmer dans la région. Après Oslo, la Commission européenne a donné 500 millions US par année en aide aux Palestiniens ainsi que d'autres prêts pour la force de police palestinienne et a financé les élections palestiniennes. Elle a également versé des dizaines de millions de dollars à la Jordanie pour l'aider à absorber l'influx de réfugiés palestiniens après la guerre du Golfe.

Plus tard, l'Union européenne étendit l'entente Europe-Méditerranée à la Palestine et déclarait que les concessions commerciales accordées aux marchandises palestiniennes s'appliquaient aux biens produits dont les profits allaient aux Palestiniens et non à Israël. L'importation de ces derniers dans l'Union européenne ne se ferait pas sans que ne soient payés les droits prévus soit pour les biens palestiniens soit pour les biens israéliens. En pratique, ce n'était rien de plus qu'un geste politique qui voulait montrer la neutralité de l'Europe et n'a jamais été mis en vigueur. En 2004, Israël était devenu un important marché pour les produits européens, les exportations de l'Union européenne totalisant 12,75 milliards € et les importations en provenance d'Israël 8,6 milliards €.

Tous ces gains économiques et politiques ont été sapés lorsque les néo-conservateurs sous Bush ont gagné le contrôle de la Maison-Blanche. Ce fut le signal du commencement d'une politique de prise de contrôle des ressources pétrolières du Moyen-Orient par la force militaire, de repoussement des Européens hors de cette région et, dans le processus, de déstabilisation de la région. Les tentatives des puissances européennes de renverser ce processus et de regagner le terrain perdu doivent inévitablement passer par une montée du militarisme en Europe et provoquer des mesures de représailles de Washington.

Article original anglais paru le 27 novembre 2006, [WSWS](#).

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Jean Shaoul](#), [WSWS](#), 2006

Articles Par : [Jean Shaoul](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca